**CONTRAT REPUBLICAIN**

**Pour les associations non agréées par l’Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations non reconnues d’utilité publique**

Je soussigné(e), (nom et prénom) ...........

représentant(e) légal(e) de l'association/ la fondation  …………

déclare : […]

* que l’association / la fondation a pris connaissance des dispositions de [l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000043970265/2021-10-07) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son [décret d’application n°2021-1947 du 31 décembre 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806609)
* que l’association / la fondation souscrit au [contrat d’engagement républicain](file://srv-sto-fc-02/commun$/27-DOATIP/DIR/4-%20RAPPORTS%20CP-CR/2022/2022-11-18%20CP5/541/contrat_republicain.pdf) annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit dans le présent dossier de demande de subvention

**Pour les associations agréées par l’Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations reconnues d’utilité publique**

Je soussigné(e), (nom et prénom) ...........

représentant(e) légal(e) de l'association / la fondation …………

déclare : […]

* que l’association / la fondation a pris connaissance des dispositions de [l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000043970265/2021-10-07) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son [décret d’application n°2021-1947 du 31 décembre 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044806609)
* que l’association / la fondation a été agréée par l’Etat ou ses établissements publics au titre de… en date du…
* ou que l’association / la fondation a été reconnue d’utilité publique par décret en date du… et a souscrit au [contrat d’engagement républicain](file://srv-sto-fc-02/commun$/27-DOATIP/DIR/4-%20RAPPORTS%20CP-CR/2022/2022-11-18%20CP5/541/contrat_republicain.pdf) annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l’application de l’article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit dans le présent dossier de demande de subvention